

Synthèse des problématiques dans le domaine politique

Lignes directrices de réponses

Auteurs

L'existence sociale des hommes est-elle un **fait naturel** ou un artifice ancestral ?

Peut-on penser leur existence sociale sous la forme d'un **contrat social** ?

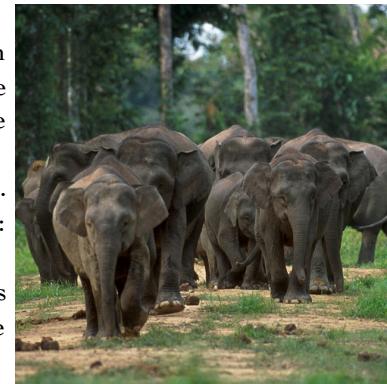
Peut-on séparer la vie sociale de la soumission politique à un **État** ?

3 options : la notion d'état de nature, la référence à la nature de l'homme ou le recours à l'histoire comme contingence de la vie humaine.

État de nature : moment ante-social qui porte en lui un homme instable ou animal. On envisage soit un conflit interindividuel dû aux pénuries, soit une longue période de solitude déséquilibré par un accident naturel, aboutissant à la nécessité matérielle de s'associer.

Nature de l'homme : contient la sociabilité comme moteur de son épanouissement. Toutes ses possibilités seront réalisées par la vie sociale dans ses multiples formes : famille, communauté, État.

Histoire : la contingence des événements subis par l'homme a créé de multiples formes d'association selon les espaces occupés par notre espèce. Le lien social n'a pas la même forme, la même teneur et la même force partout.



Hobbes

Rousseau

Aristote

Rousseau

Rawls

Marx



La vie sociale est tissée de nos intérêts croisés, elle est utile, fonctionnelle, pratique. Nous sommes conscients de l'intérêt qu'il y a à faire les choses ensemble pour notre survie et notre bonheur. L'État est une structure supplémentaire qui pourrait sembler opportuniste sans être complètement justifiée. La coercition qu'il exerce sur des individus raisonnablement associés et interdépendants peut sembler absurde ou très intéressante.

L'interdépendance en effet n'empêche pas l'inégalité, les rapports de force économique qui se traduisent par des possibilités existentielles différentes. L'État peut alors se faire complice de l'inégalité ou bien lutter contre elle. Le discours idéologique qui accompagne cette inégalité fait de lui le pourvoyeur de droits compensant les inégalités factuelles ou bien le bras armé du conservatisme social inégalitaire.

Quelles formes prend l'État ?

La forme de l'État signifie la structure qui exerce le pouvoir de coercition sur les individus qui compose le peuple soumis. Pour contraindre à obéir à la loi de l'État, on peut envisager plusieurs stratégies : la persuasion, la discussion et la dissuasion, ou la manipulation, force et la terreur. Selon le choix qui est fait, la forme est différente : la première tend à être démocratique (démocratie, monarchie constitutionnelle), la seconde autoritaire (dictature, tyrannie).

Fait-il l'objet d'une juste institution ?

L'histoire ne nous fait connaître que le passage d'une forme à une autre des États, mais l'origine nous échappe le plus souvent. Même les pays nouveaux sont faits par des individus qui s'inscrivent dans une histoire politique ancienne. Or l'histoire nous montre très souvent le fondement d'un État par la force, la guerre, l'invasion, l'exercice cruel de la prise de possession. La révolution elle-même, fût-elle inspirée par le Bien commence par la violence qui fait table rase du passé. La justice serait l'ensemble des valeurs qui justifient la contrainte exercée sur les sujets politiques, la privation de liberté qu'ils subissent. Il est manifeste que la force l'impose avant de convaincre les sujets, dès lors le doute est permis : trouvons-nous juste la justice par habitude ou bien par conviction ? Sommes-nous conservateurs par crainte ou raisonnablement obéissants ?

Marx

La justice est-elle forcément relative ?

Les justifications de notre obéissance et de notre soumission sont discutables : elles changent dans l'espace et dans le temps, elles font l'objet de disputes, elles sont réfléchies en philosophie...elle semble donc de nature relative. Aucune justice ne s'impose comme une vérité. Selon le locuteur, selon la situation qui est la sienne, l'évidence des valeurs se construit mais s'évanouit quand le contexte change. Peut-on trouver des critères d'une justice incontestable ? À défaut de dire ce qui est juste dans l'absolu, peut-on dire ce qui est injuste dans les faits ? Il semble qu'en effet les conséquences réelles de l'application des lois permettent de vérifier le bien obtenu ou au contraire les préjudices pour les individus.

Rousseau

Rawls

Quelles sont les vertus de l'obéissance ?

La puissance politique ne doit pas être confondue avec le pouvoir politique, constat que font les responsables politiques bien souvent. À quoi me sert d'avoir des outils institutionnels, le pouvoir de faire des lois, la légitimité d'exercer la force, si je en peux pas me faire obéir ? Comment mes décisions se transformeront-elles en réalité, en développement, en moment historique, si je ne peux pas faire en sorte qu'une multitude de bras se charge de les mettre sur pied ? L'obéissance est requise pour que le pouvoir se transforme en puissance, pour qu'une action collective acquière une réelle efficacité. Dès lors tout acte de désobéissance ruine l'unité et l'action qu'elle rendait possible, et pose un problème à l'existence sociale.

Pascal,

Peut-on croire au progrès de la justice ?

Cependant la désobéissance apparaît à plusieurs penseurs comme un moyen du progrès politique. Le désaccord dont elle est porteuse pose question : pourquoi préférer le désordre à la paix, la division à l'action commune ? Pourquoi risquer d'être marginalisé, enfermé, réprouvé ? Derrière ce préjudice fait à la société mais aussi à soi-même, le désobéissant peut-il faire de grandeur d'âme et de courage ? Cela semble être le cas pour la désobéissance civile, théorisée comme une conduite politique positive, soucieuse d'accroître l'assiette de la justice ou de la renouveler en vue d'un bien commun plus effectif.



Freud,

Thoreau,

Rawls